

VUE D'ENSEMBLE

Investir dans la santé sexuelle et reproductive des adolescentes dans les pays du Partenariat de Ouagadougou



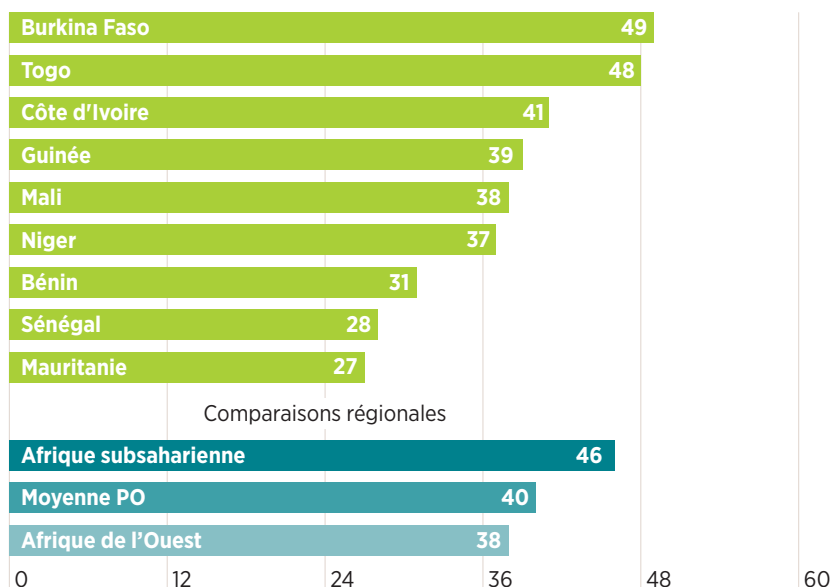
Constitué en 2011, le Partenariat de Ouagadougou (PO)* aide les neuf pays d'Afrique de l'Ouest francophone† à répondre au besoin de contraception moderne dans la région. L'objectif du PO est d'atteindre 6,5 millions d'utilisatrices additionnelles de méthodes modernes de contraception entre 2020 et 2030. Le PO compte cependant une population rapidement grandissante de jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans, qui représentent en moyenne 42% de la population féminine en âge de procréer dans les pays du PO. À l'heure où les adolescentes de 15 à 19 ans entament leur activité sexuelle, rentrent en union et commencent à avoir des enfants, leurs besoins de santé reproductive sont le plus souvent insatisfaits et leurs voix peu entendues.‡ L'objectif du PO pour 2030 ne pourra être atteint sans la prise en compte des besoins des jeunes, en particulier des adolescentes. Le PO cherche par conséquent à atteindre un million de jeunes additionnels à l'horizon 2030.

Immense besoin non satisfait de services de contraception

- En 2020, 1,9 million d'adolescentes sont mariées ou célibataires et sexuellement actives§ dans les pays du PO et pourtant elles désirent éviter une grossesse. Parmi elles seulement 745 000 pratiquent une méthode contraceptive moderne contre 1,1 million.
- Le niveau de la demande satisfaite par les méthodes modernes varie largement dans la population adolescente des pays du PO: à peine 27-28% des adolescentes qui désirent éviter une grossesse recourent aux méthodes modernes en Mauritanie et au Sénégal, alors

Le niveau de la demande des adolescentes satisfaite par les méthodes contraceptives modernes varie grandement entre les pays du Partenariat de Ouagadougou

% de la demande satisfaite par les méthodes modernes



N. B.: La demande de planification familiale satisfaite par les méthodes contraceptives modernes représente le pourcentage des adolescentes de 15 à 19 ans qui désirent éviter une grossesse et pratiquent actuellement une méthode moderne pour différer ou espacer les naissances ou éviter la procréation. PO = Partenariat de Ouagadougou.

que ce pourcentage peut aller jusque 48-49% au Togo et au Burkina Faso.

- Globalement des pays du PO, le niveau de la demande satisfaite par les méthodes modernes est plus faible pour les adolescentes (40%) que pour la totalité des femmes en âge de procréer (47%).
- Une conséquence de la pratique contraceptive moderne limitée est la grossesse non planifiée: sur le million et demi de grossesses estimées chaque année parmi les adolescentes des pays du PO, 39%

*<https://partenariatouaga.org/a-propos/le-partenariat/>

†Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.

‡Quelques adolescentes de 10 à 14 ans deviennent aussi sexuellement actives et courent donc le risque d'une grossesse et d'une maternité non planifiées. Ces jeunes adolescentes étant souvent exclues des enquêtes nationales à la base des estimations des besoins et de la couverture des soins liés à la contraception et à la grossesse, nous nous concentrons ici sur les adolescentes de 15 à 19 ans seulement.

§Les adolescentes mariées sont présumées sexuellement actives. Les adolescentes célibataires sont considérées sexuellement actives si elles déclarent avoir eu un rapport sexuel au cours des 30 jours précédant l'enquête.

ne sont pas planifiées. Les adolescentes qui désirent éviter une grossesse mais ne pratiquent pas la contraception moderne représentent neuf cas sur dix de grossesses non planifiées dans les pays du Partenariat.

Impact de la réponse aux besoins de santé sexuelle et reproductive des adolescentes

- Dans les pays du PO, si toutes les adolescentes qui désirent éviter une grossesse pratiquaient la contraception moderne, les grossesses non planifiées, l'avortement et la mortalité maternelle enregistreraient de fortes baisses:

- > Le nombre de grossesses non planifiées chuterait de 76%
- > L'avortement chuterait de 75%
- > La mortalité maternelle chuterait de 19%

Investir pour l'avenir en répondant aujourd'hui aux besoins des adolescentes

- Des investissements considérables doivent être consentis pour répondre au besoin de contraception moderne de toutes les adolescentes qui désirent éviter une grossesse. Investir dans l'information et dans les services de contraception permettrait en fait de réduire les coûts en évitant les grossesses non planifiées et en amoindrissant ainsi la nécessité de soins liés à la grossesse et à la santé du nouveau-né.
- Plus précisément, chaque millier de francs CFA d'Afrique de l'Ouest affecté aux services de contraception des adolescentes au-delà de l'allocation actuelle permettrait d'économiser 3 131 francs CFA en coûts de soins liés à la grossesse et à la santé du nouveau-né (soit 3,13 dollars US économisés pour chaque dollar consenti)**.

**Le 14 octobre 2020, le taux de change approximatif était de 559 francs CFA d'Afrique de l'Ouest pour un dollar US.

††<https://partenariatouaga.org/la-strategie-jeune-de-lucpo/>

Impact de l'élargissement et de l'amélioration des services de contraception pour les adolescentes dans les pays du Partenariat de Ouagadougou

| | Nombre annuel | | | Différence (%) si tous les besoins étaient satisfaits |
|---------------------------|------------------------------|--|--|---|
| | Aux niveaux de soins actuels | Si tous les besoins étaient satisfaits | Évité si tous les besoins étaient satisfaits | |
| Grossesses non planifiées | 569 000 | 139 000 | 430 000 | -76% |
| Avortements | 290 000 | 72 000 | 217 000 | -75% |
| Décès maternels | 2 300 | 1 900 | 500 | -19% |

- Répondre pleinement au besoin de contraception moderne de toutes les adolescentes des pays du PO exigera un investissement accru de 22 milliards de francs CFA (39 millions de dollars US), soit 147 francs CFA (0,26 dollar) par habitant et par an. La hausse nationale requise de l'investissement par habitant varie largement, de 70 francs CFA (0,13 dollar) par an au Sénégal à et à 304 francs CFA (0,54 dollar) par an en Côte d'Ivoire.

Relever le défi à travers la stratégie jeune du Partenariat de Ouagadougou

La santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescentes et des jeunes femmes ne pourront être réalisés si celles-ci n'ont pas directement impliquées. Les jeunes doivent participer activement à la planification de leur avenir et aux décisions de politique et de financement qui affectent leur vie. Aussi le PO a-t-il lancé une stratégie d'engagement des jeunes^{††} sur le long terme, pour mieux incorporer leur voix et leurs besoins dans les politiques et dans les programmes.

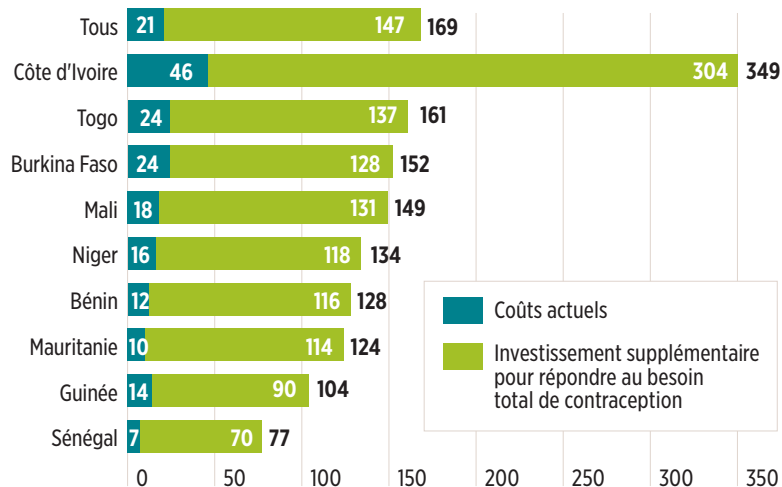
- Les jeunes leaders peuvent être consultés sur les interventions qui concernent et ciblent les jeunes, notamment celles comprises dans le plan d'action national budgétisé (PANB) de la planification familiale de chaque pays.

- Les pays doivent élaborer un rapport annuel de participation des jeunes à ces processus, faisant du reste état de la portion du financement affectée au soutien de la programmation axée sur les jeunes.
- Chaque PANB doit comporter des indicateurs spécifiques aux jeunes (par ex., la proportion des activités axées sur les jeunes et le pourcentage du budget du PANB affecté à ces activités), de sorte que les évaluations de progression couvrent la réponse apportée aux besoins des jeunes et les progrès réalisés.
- Les pays doivent viser l'allocation d'un minimum de 15% de leur budget de planification familiale à la santé de la reproduction des jeunes et poursuivre un objectif spécifique d'accroissement annuel de ce financement, que la cible soit déjà atteinte ou non.

L'objectif que s'est fixé le PO d'augmenter d'un million le nombre de jeunes utilisatrices ne pourra être atteint sans une meilleure adaptation des investissements aux besoins des jeunes, sans un investissement dans des interventions basées sur des données probantes et sans un accroissement de l'échelle et de la portée générales de ces investissements. Pour faciliter l'amélioration des investissements, de nombreux obstacles à la prestation des soins

Un investissement accru est indispensable à la satisfaction des besoins de contraception moderne des adolescentes dans les pays du Partenariat de Ouagadougou

Coûts en francs CFA par habitant



N. B.: L'addition des chiffres ne produit pas toujours le total exact pour cause d'arrondissement.

doivent être surmontés: il faut notamment lever les restrictions de politique qui limitent l'accès des jeunes aux services et éliminer le mariage d'enfants^{##}. Les investissements doivent aussi augmenter dès aujourd'hui pour faire face aux besoins grandissants de demain: plus les représentantes de la population grandissante de jeunes pourront décider si et quand elles désirent se marier et avoir des enfants, plus les investissements qui permettent aux adolescentes de planifier leur avenir et de faire valoir leurs droits sexuels et reproductifs revêtiront d'importance.

^{##}L'Afrique de l'Ouest, région des neuf pays du PO, présente la plus haute prévalence au monde de mariages avant l'âge de 18 ans. Selon l'UNICEF, cette région a du reste réalisé le moins de progrès vers la réduction des mariages d'enfants (<https://data.unicef.org/resources/child-marriage-latest-trends-and-future-prospects/> [en anglais]).

Sources

Sauf indication contraire, l'information présentée dans ce document est extraite de Sully E et al., *Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health, 2019*, New York: Guttmacher Institute, 2020. La méthodologie et d'autres données sont présentées dans *Adding It Up: Investing in Sexual and Reproductive Health 2019—Methodology Report*.

Remerciements

Cette fiche d'information a bénéficié d'une subvention de la Fondation Bill et Melinda Gates. Les observations et les conclusions exprimées sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques du bailleur de fonds.



Une bonne politique de santé reproductive commence par une recherche fiable

[guttmacher.org](https://www.guttmacher.org)

125 Maiden Lane
New York, NY 10038
212.248.1111
info@guttmacher.org

décembre 2020

Pour plus d'informations, consultez la version en ligne de cette fiche d'information ici :
<https://www.guttmacher.org/fr/fact-sheet/adding-it-up-investing-in-sexual-reproductive-health-adolescents-ouagadougou-partnership-countries>